

LE CONTRE-AMIRAL JEAN DUFOURCQ AU SOIR D'ALGÉRIE

«La Méditerranée et nous...»

1^{re} partie

Le contre-amiral Jean Dufourcq est en retraite, mais pas en retraite intellectuelle. Il a fait coïncider une carrière opérationnelle avec un brillant parcours académique et anime en France une réflexion autour du projet méditerranéen si cher aux yeux du président Sarkozy. Nous avons jugé utile de l'interroger sur le débat en cours qui concerne, naturellement, l'Algérie, en particulier, et le Maghreb, en général. Le thème d'Union pour la Méditerranée a émergé, pour mémoire, lors de la campagne présidentielle française en 2007. Il aborde en priorité cinq grands volets, la culture, l'environnement, la recherche, l'économie et la sécuri-

té qui structurent l'avenir de la Méditerranée. Devenu un projet officiel que la France a présenté aux pays riverains de la Méditerranée et aux Etats européens qui l'ont adopté lors du dernier sommet de l'UE à Bruxelles, il a fait l'objet d'un exposé détaillé du président de la République française dans son discours de Tanger (octobre) et d'un relais dans celui de Constantine (novembre). Il a été consolidé par l'appel tripartite de Rome (décembre) et le compromis de Hanovre avec l'Allemagne (mars 2008). Un sommet de lancement est prévu à Paris le 13 juillet de cette année.

Entretien réalisé par
Mohamed Chafik Mesbah

M. C. MESBAH : Vous êtes un «stratège» réputé et vous consacrez au projet français d'Union méditerranéenne ou, selon la nouvelle appellation, Union pour la Méditerranée. Comment en êtes-vous venu à cette activité ? Quel est votre parcours professionnel ?

Qu'est-ce qui vous passionne dans la recherche académique en stratégie ?

Jean Dufourcq : Question difficile à laquelle je répondrai de façon lapidaire en gaulliste ; c'est une affaire de circonstances. Il a fallu l'effondrement soviétique au début des années 1990 pour que mon métier et ma vie professionnelle changent profondément. Je suis alors passé presque directement du monde opérationnel tendu de la guerre froide sous la mer, le service silencieux comme disent les Américains, au monde académique feutré de l'analyse stratégique dans des institutions où la marine nationale à laquelle j'appartais jusque là me semblait bien loin. Mais je dois dire que le service de la dissuasion nucléaire stratégique auquel j'ai modestement contribué à bord du SNLE Le Tonnant (il s'agit d'un sous-marin nucléaire stratégique) dans les années 1980 m'avait bien préparé à ce travail de réflexion générale. En patrouille nucléaire, la notion de temps s'estompe et j'ai beaucoup lu ; je me suis alors alimenté aux sources de la stratégie et spécialement de son école française, Foch, Castex, Beaufre, Poirier, des maîtres toujours actuels qui m'ont beaucoup apporté. Et puis «la chasse» dans les sous-marins d'attaque m'a fait sillonner toute la Méditerranée que j'ai eu l'occasion de regarder longuement «d'en dessous» et en profondeur ! J'ai alors, je crois, pris la mesure de sa centralité pour la France, pour l'Europe, de sa diversité mais aussi de son unité stratégique comme matrice de nos cultures, support de nos civilisations et vecteur de notre avenir. Il était bien normal que je lui consacre ensuite une grande partie de mes travaux de recherche stratégique. Il était bien normal aussi que la relève politique occasionnée par l'élection présidentielle me mobilise et que je consacre un certain nombre de mes publications à essayer de penser la sécurité des Français et la défense de la France au 21^e siècle. Depuis Rome où je dirigeais l'équipe de recherche du Collège de défense de l'OTAN, j'ai essayé d'apporter mes analyses aux candidats qui réfléchissaient. C'est pour moi la tâche et même le devoir des militaires d'essayer d'éclairer leurs concitoyens sur les enjeux de sécurité qui les concernent. Et c'est surtout vrai de ceux qui sont éloignés des responsabilités directes et qui peuvent s'affranchir de la naturelle réserve qu'impose la sûreté des opérations. Il faut penser et penser tout haut et ce n'est pas vrai qu'en France, cela vaut aussi au Maghreb.

La réflexion stratégique est, dit-on, en crise en France, c'est aussi votre avis ?

Je ne sais pas si elle est en crise mais je peux attester qu'elle est vraiment vivace comme ont pu le vérifier

sur la chaîne de télévision parlementaire tous ceux qui s'intéressent aux travaux en cours de la commission du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Ça bouge. La pensée stratégique française est en pleine effervescence et l'on peut dire qu'un grand chantier est ouvert auquel travaillent des dizaines d'experts du ministère de la défense, des affaires étrangères, de l'économie mais aussi de la société civile. Tout le monde s'exprime dans un certain désordre, c'est vrai et il n'y a pas d'accord sur tout, tant s'en faut, notamment sur l'OTAN, l'Iran, la Russie, la défense anti-missile, le traitement du terrorisme massif. Mais tous ces angles d'approche, c'est bon pour le débat. D'ailleurs le site de l'Ecole militaire où je travaille maintenant a vocation à être l'un des centres d'animation de ce débat comme Alain Bauer l'a proposé au président Sarkozy dans un rapport qu'il lui avait commandé sur la pensée stratégique en France.

Ce qui est en crise en fait, et par conséquent en France ou en Europe mais aussi aux Etats-Unis, c'est la maîtrise des grands enjeux du 21^e siècle qui, par bien des aspects, sont assez radicalement nouveaux. Les Occidentaux que nous sommes sont habitués à apporter des solutions concrètes aux grandes tensions de la planète. Or il me semble que depuis la fin de la guerre froide, le monde a tendance à nous échapper et que le traitement apporté aux problèmes rencontrés est en décalage croissant avec les réalités ; regardez en Afrique noire, au Sahel ; regardez dans les Balkans occidentaux, au Proche orient. Faut-il traiter d'abord les symptômes du terrorisme et de l'irréductibilité ou s'attaquer à leurs causes ? On ne peut pas dire que la communauté internationale, sous la conduite occidentale, ait vraiment réussi à établir les conditions d'une paix juste et d'un développement durable. Tout au plus a-t-on pu éviter des dérapages sanglants, faciliter une certaine forme de stabilité mais au prix de quelles approximations, en termes de justice, de droits fondamentaux, en termes d'avenir ! Mais qui a essayé de faire mieux ?

Revenons à la France et à ses débats.

Dans mon pays, et comme vous le savez bien, la réflexion s'est beaucoup concentrée sur le continent européen. Il faut bien dire que c'est dans le voisinage continental qu'ont démarré toutes les guerres qui ont meurtri la France. Les Algériens qui y ont vaillamment participé savent cela mieux que d'autres. Aussi une bonne partie de la réflexion stratégique a tourné autour de la stabilisation du continent par la construction européenne qui s'achèvera en abordant les questions de sécurité et de défense. Avec le traité de Lisbonne dont l'impulsion revient à la France, la dimension européenne de la personnalité stratégique de la France est enfin assurée de façon satisfaisante et sans doute irréversible. Alors ne soyons pas surpris que la France libérée de cette hypothèque se tourne encore plus résolument vers la Méditerranée et le Maghreb. Elle a commencé de s'y réinvestir récemment avec la relance du processus 5+5 ; elle innove maintenant avec le projet d'Union pour la Méditerranée,



Contre-amiral Jean Dufourcq

espérant tirer un meilleur parti de ce voisinage ancien et en accord avec les peuples qui en sont les héritiers naturels, tout en valorisant ceux qui constituent l'intelligentsia euro-maghrébine. La Méditerranée est après l'Europe la deuxième zone de priorité stratégique française. Un troisième axe stratégique ne manquera pas de faire l'objet de soins attentifs, celui qui porte la France à participer activement au renouvellement du système du monde, au travers des actions que conduit l'ONU notamment dans le cadre d'un multilatéralisme ambitieux. Effervescence, renouveau, ambition, à mon avis, plutôt que crise ou panne. Mais l'entreprise est ardue car le monde du 21^e siècle ne se laisse pas facilement enfermer dans les vieilles boîtes des analyses des siècles précédents.

A propos d'intelligentsia euro-maghrébine, comment évaluez-vous ou, à défaut, comment voyez-vous le rôle des «stratégistes maghrébins» ?

Je n'en vois pas assez et je suis gêné de ne pas savoir assez bien où ils en sont. Il est difficile de penser à son voisinage stratégique sans contact avec ses voisins. Bien sûr les contacts officiels des experts de l'administration existent et fonctionnent bien, notamment dans le cadre pratique du processus 5+5 mais pas seulement ; ça marche assez bien aussi dans le cadre de Barcelone, bien que celui d'Euroesco soit décevant. Pour l'Algérie depuis 2000 il y a aussi le cadre du dialogue méditerranéen de l'OTAN. J'ai eu beaucoup de contacts avec ceux qui en avaient la charge à Rome et à Bruxelles. Mais nous manquons de contacts structurés, réguliers, confiants, dialectiques avec de vrais stratégistes maghrébins, des académiques comme on dit. Et n'y a-t-il pas plus préoccupant ? J'ai l'impression qu'il y a bien peu de contacts entre stratégistes maghrébins alors qu'ils ont tant d'incompréhensions et de tensions à gérer mais surtout d'intérêts communs à promouvoir. Vraiment je suis en faveur d'échanges ouverts et réguliers entre nous comme nous les pratiquons en Europe. Pourquoi pas un centre euro-maghrébin permanent d'études stratégiques pour se parler tous les jours ? Chiche !

La situation stratégique sur la planète est préoccupante. Observez ces questions anciennes non encore résolues, la crise du Proche Orient avec le devenir du peuple palestinien, et les nouveaux problèmes qui s'annoncent, l'accès à l'eau, à l'énergie et même les nouvelles menaces comme le terrorisme. Comment faire face à cet ordre mondial bouleversé ?

Franchement, je n'en sais pas plus que vous et notamment sur la question lancinante du devenir du peuple palestinien. Depuis toujours, j'ai l'intuition qu'elle ne trouvera de réponse que locale dans l'accord réaliste des Israéliens et des Palestiniens de bonne volonté et dans le cadre d'un seul Etat, sans pression extérieure. Pardonnez-ma naïveté. Pour le terrorisme massif, et malgré l'évidente internationalisation des méthodes et la «franchisation» des désespoirs et des frustrations locales je ne crois pas qu'il faille collectiviser les réponses ; chacun doit balayer sa cour avec soin et méthode et rester solidaire de son voisin. Pardon pour cette deuxième naïveté.

Mais alors, que faire dans ce monde compliqué ?

Il me paraît essentiel que nous parlions ensemble de nos problèmes entre voisins parce que je suis sûr que nous devons aborder les enjeux du 21^e siècle, ensemble, de façon coordonnée et aussi solidaire. Pour moi, trois enjeux majeurs vont dominer le siècle qui s'ouvre, la révolution démographique, le défi écologique et le grand bazar de la redistribution des marchés. Chacun nous touche ici en Méditerranée. La révolution démographique, d'abord ; elle conduit en 2050 à un monde beaucoup plus «plein», mais avec des écarts et donc des déséquilibres nouveaux : 60% de la population mondiale en Asie ; deux milliards d'Africains pour un demi milliard d'Européens ; les probables 100 millions de Maghrébins et 160 millions de Latins qui leur font face ne seront qu'une goutte d'eau dans l'océan mondial, à peine 3,5 % de la population de la planète pris dans cette tenaille. Une nouvelle géopolitique et une autre géo-économie vont en résulter assurément qui bouleverseront les équilibres et les solidarités actuelles. L'enjeu écologique, ensuite

et, avec lui, le spectre de la pénurie généralisée de matières vitales, eau, énergie qui pourrait annoncer la fin du progrès perpétuel auquel nous nous sommes habitués. Comment allons-nous gérer dans notre voisinage méditerranéen ces questions, ensemble ou les uns contre les autres ; en partageant nos soucis et nos ressources ou en nous barricadant ? La redistribution économique qui se profile au détriment des zones vides et au profit des espaces pleins qui vont concentrer les ateliers et les marchés ; des écarts vont se creuser et les méthodes diverger. La mondialisation à laquelle nous commençons à nous habituer impose comme complément la régionalisation ; allons-nous savoir la préparer et la conduire en Méditerranée.

Ne prenez pas le large avec des perspectives aussi lointaines...

Mais ne pensez surtout pas que je prends prétexte de ces perspectives de long terme pour m'évader du quotidien des problèmes que nous avons déjà à résoudre aujourd'hui, le terrorisme, l'exclusion, les migrations sauvages, l'intolérance qui sont autant de sources de frustrations, de dangers et de causes de misères et de détresses. Je vous dirai qu'on ne peut aborder ces difficultés actuelles pour les résoudre sans réfléchir à l'avenir, et les aborder en stratège, j'y reviens. C'est notre devoir d'ouvrir ces perspectives et d'attirer l'attention sur ce qui vient ou devrait venir pour que nous nous y préparions si possible ensemble, afin de définir des orientations en ligne avec le futur prévisible.

Nul ne doit ignorer que nous allons donc vers un monde toujours plus complexe ; un monde de plus en plus dense, dans la crise de l'adolescence d'un côté, dans les affres de la retraite de l'autre. Des expérimentés et des nantis d'un côté, des dépourvus et des avides de l'autre. Il va falloir tous ensemble essayer de réguler ces disparités, ces fissures, ces possibles discontinuités stratégiques. Et pour les traiter, adapter les systèmes inventés il y a plus de 60 ans par les puissants d'alors, qui ne seront bientôt plus que le cinquième des habitants de la planète ? Allons-nous vers une homogénéisation ou une fragmentation de la planète ? La question mérite d'être étudiée. La thèse que je soutiens est qu'en 2050 le monde moderne qui aura affronté des défis encore jamais rencontrés, ce monde aura mis durement à l'épreuve l'actuel modèle de développement qui a servi de référence universelle jusqu'à maintenant.

Il aura alors du choisir entre les deux voies suivantes, soit une unicité préservée dans une diversité assumée ; soit une fragmentation compétitive débouchant sur une diversité conflictuelle. Dans tous les cas, c'est en voisins proches et solidaires que Français et Algériens, que Latins et Maghrébins, qu'Européens et Nord-africains devront aborder l'avenir pour ménager leur liberté d'action et le choix de leur destin, au moins dans cette partie du monde. C'est là vraiment une question de stratégie, pour conduire notre évidente communauté de destin et d'intérêt au 21^eème siècle dans une planète de plus de 8 milliards d'humains.

M. C. M.
(A suivre)